

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE TRÉMEHEUC

SÉANCE DU 24 SEPTEMBRE 2021

L'an deux mil vingt et un, le vingt-quatre septembre, à 20 heures, le Conseil Municipal dûment convoqué par le Maire, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Pierre SORAIS, Maire, conformément à l'article L 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents : M. SORAIS Pierre, M. NOURRY Stéphane, Mme HERVÉ Martine, M. GAUTIER Daniel, M. GRIVEL Roland, Mme DENIS Joëlle, M. HAMELIN Denis, M. VEILLON Yannick, M. GANCHE Bruno, M. JOUBERT Éric

Absent(s) excusé(s) : Mme LECAN Catherine

Nombre de conseillers : En exercice : 11 Présents : 10 Absents : 1 Pouvoirs : 0 Votants : 10

Date de convocation : 16/09/2021

Date d'affichage : 16/09/2021

Secrétaire de séance : Mme HERVÉ Martine

Ordre du jour :

- Désignation du secrétaire de séance
- Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal précédent
- Avenant relatif à la convention pour l'instruction des autorisations d'urbanisme
- Vœu sur la santé au travail
- Lancement d'une procédure d'aliénation d'un chemin rural à « La Retardais » - dossier 1-2021
- Panneaux de signalisation
- Recensement de la longueur de voirie (DGF)
- Informations diverses
- Questions diverses

Approbation du compte-rendu du Conseil municipal précédent

Le compte-rendu du Conseil Municipal du 9 juillet 2021 a été **approuvé à l'unanimité** par les membres du Conseil Municipal.

2021-43 - Avenant relatif à la convention pour l'instruction des autorisations d'urbanisme

Monsieur le Maire expose :

Participation 2021 aux frais 2020 du service commun pour l'application du droit des sols (ADS) : avenant aux conventions pour la facturation du service au cout complet GO+.

1. Cadre réglementaire :

- **Vu** les statuts de la Communauté de communes Bretagne romantique en date du 01/03/2019 et la compétence facultative n°4 « Prestations de services aux communes »
- **Vu** la délibération du conseil communautaire Bretagne romantique n°2015-04-DELA-41 en date du 30 avril 2015 portant création du service commun pour l'instruction des autorisations du droit des sols (ADS) ;
- **Vu** la délibération du conseil communautaire Bretagne romantique n°2015-06-DELA-56 en date du 18 juin 2015 portant conventions avec les communes et, lesdites conventions relatives au service commun pour l'instruction des demandes d'autorisation en matière d'urbanisme ;

- Vu la délibération du conseil communautaire Bretagne romantique n°2017-12-DELA-130 en date du 14 décembre 2017 portant modification des conditions financières par avenant n°1 aux conventions avec les communes et lesdits avenants ;
- Vu la délibération du conseil communautaire Bretagne romantique n°2019-06-DELA-69 en date du 20 juin 2019 portant modification par avenant des conditions de participation aux frais du service commun pour l'application du droit des sols (ADS) ;
- Vu la délibération du conseil communautaire Bretagne romantique n°2020-09-DELA-105 en date du 24 septembre 2020 portant participation 2020 aux frais 2019 du service commun pour l'application du droit des sols ;
- Vu les conventions et avenants signés entre la Communauté de communes Bretagne romantique et les communes ;
- Vu la délibération du conseil communautaire Bretagne romantique n°2021-05-DELA-72 en date du 27 mai 2021 portant participation 2021 aux frais 2020 du service commun pour l'application du droit des sols (ADS) : avenant aux conventions pour la facturation du service au cout complet GO+ ;
- Vu la délibération du conseil municipal de TREMEHEUC en date du 24 septembre 2021 portant avenant à la convention relative au service commun pour l'instruction des demandes d'autorisation en matière d'urbanisme

2. Description du projet :

2.1. La compétence prise en 2015 et la facturation au coût réel :

La compétence facultative n°4 « Prestations de services aux communes » précise :

« Dans la limite de ses compétences et dans les conditions définies par convention entre la Communauté de communes et les communes concernées, la Communauté de communes pourra exercer pour le compte d'une ou plusieurs communes extérieures toutes études, missions ou prestations de service relatives au service d'instruction des **Autorisations du Droit des Sols** de l'EPCI. Cette intervention donnera lieu à une facturation spécifique dans les conditions définies par ladite convention »

Ainsi les communes ont confié à la Communauté de communes Bretagne romantique, à travers les conventions signées en 2015, l'instruction des autorisations du droit des sols.

La prestation est facturée à la commune en fonction de l'activité réelle du service pour la commune et du coût réel du service (selon les coûts directs).

En 2017 puis en 2019, par délibérations visées ci-dessus, les conditions financières de facturation ont été redéfinies comme suit selon les coûts réels du service :

« III. DISPOSITIONS GENERALES

1. CONDITIONS FINANCIÈRES

La prestation est facturée au coût réel du service. Le coût réel comprend notamment les charges de personnels, les charges de fonctionnement, la maintenance et les évolutions du logiciel commun de gestion du droit du sol, les investissements matériels nécessaires au seul service commun, la location des locaux.

Ce coût est déterminé en équivalent Permis de Construire (EPC) à partir de coefficient de pondération défini comme suit :

| TYPES D'ACTES | EPC |
|----------------------------------------------------|------------|
| Certificat d'Urbanisme informatif (CUa) | 0,2 |
| Certificat d'Urbanisme Opérationnel (CUb) | 0,6 |
| Déclaration Préalable (DP) | 0,6 |
| Permis de Construire (PC) – Permis de Démolir (PD) | 1 |
| Permis de construire modificatif | 0,6 |
| Permis d'Aménager (PA) | 2 |
| Permis d'Aménager modificatif | 0,6 |
| Transfert de permis | 0,2 |

Le prix de revient du dossier EPC sera calculé sur le résultat du compte administratif arrêté, divisé par le nombre

d'EPC total traité par le service sur l'année N. La COMMUNE se verra facturée au cours du 1^{er} trimestre de l'année N+1 au nombre d'EPC réalisés sur son territoire en année N.

La participation aux frais du service commun d'Application du Droit des Sols correspond à 100% de la somme égale, au coût du dossier équivalent PC multiplié par le nombre de dossiers traités, pour la COMMUNE de TREMEHEUC sur l'année écoulée.

Le coût de ce service pour les communes de la Communauté de communes Bretagne romantique ayant conventionné, sera facturé aux communes en année N+1 pour la prestation exécutée en année N.

Ces dispositions financières s'appliquent pour et à compter de 2019 pour la participation aux frais du service commun 2018.

Les autres articles demeurent et restent inchangés. »

2.2. Mise en place de la comptabilité analytique et des coûts complets avec l'application GO+

La mise en place, à compter de 2018, de la comptabilité analytique GO+ a fait évoluer les inscriptions analytiques comptables de la CCBR.

Un groupe de travail composé d'élus de la commission finances a été constitué pour déterminer :

- ✓ Les activités de la comptabilité analytique
- ✓ Les tableaux de bord et les ratios pour la ventilation de certaines activités de « centralisateurs » et de « transversaux »
- ✓ Les unités d'œuvre des activités de production

| | |
|----------------------------|------------------------------------------------|
| Loïc REGEARD | 3 ^{ème} Vice-président- Groupe GO + |
| Serge DURAND | 7 ^{ème} Vice-président- Groupe GO + |
| Evelyne SIMON-GLORY | 11 ^{ème} Vice-présidente- Groupe GO + |
| Benoit SOHIER | Membre commission Finances – Groupe GO + |
| Erwan HERCOUET | Membre commission Finances– Groupe GO + |
| David BUISSET | Membre commission Finances– Groupe GO + |
| Etienne MENARD | Membre commission Finances– Groupe GO + |

Les activités analytiques déterminées par le groupe de travail ont été réparties dans trois postes :

a. Les centralisateurs :

| | Fonctions | Activités |
|------------------------|------------------|-------------------------------------|
| Centralisateurs | 02010 | Centralisateur Masse salariale |
| | 02011 | Parc informatique |
| | 02012 | Photocopieurs |
| | 02013 | Fournitures administratives |
| | 02014 | Affranchissement |
| | 02015 | Assurance |
| | 02016 | Paie |
| | 02017 | Véhicules |
| | 02018 | Bâtiments |
| | 02020 | Télécommunications |
| | 02021 | Fluides |
| | 02037 | Centralisateur Frais de déplacement |
| | 02034 | Bâtiment siège |

b. Les transversaux

| | | |
|---------------------|-------|---------------------|
| Transversaux | 021 | Elus |
| | 02022 | Direction générale |
| | 02023 | Affaires juridiques |
| | 02024 | Informatique |
| | 02025 | SIG |
| | 02026 | Accueil Siège |
| | 02027 | Archivage |
| | 02028 | Personnel |
| | 02029 | Finances |
| | 02030 | Commande publique |
| | 023 | Communication |

c. Les productions

| | | |
|-------------------|---------------------------|----------------------------------------|
| Production | 8111 | ADS |
| | 820 | URBANISME - PLUI |
| | 8241 | Habitat |
| | 95 | Tourisme |
| | 815 | Transport - mobilité |
| | 02031 | Attribution de compensation |
| | 02032 | Dotation de solidarité communautaire |
| | 02033 | Services aux communes |
| | 02035 | Bâtiment Trésorerie de Tinténiac |
| | 02036 | Bâtiment ACI St Pierre de Plesguen |
| | 213 | Ecoles |
| | 8221 | Voirie |
| | 8222 | Bâtiment voirie |
| | 831 | Environnement |
| | 93 | Energie |
| | 5241 | AGV Combourg |
| | 5242 | AGV Tinténiac |
| | 41 | Sport |
| | 4111 | Salle de gymnastique Pierre Bertel |
| | 4132 | Centre aquatique |
| | 4141 | Espace sportif à Tinténiac |
| | 4142 | Complexe sportif à Combourg |
| | 4143 | Base nautique |
| | 622 | Maison des services |
| | 621 | Relais parents assistances maternelles |
| | 520 | Action sociale |
| | 5222 | PIJ |
| | 5223 | Aides à l'enfance |
| | 511 | Aides aux associations |
| | 5111 | Aides aux associations culturelles |
| | 5112 | Aides aux associations sportives |
| | 5113 | Aides aux associations autres |
| | 311 | Ecole de musique |
| | 321 | Bibliothèques |
| | 8242 | Espace entreprises |
| | 523 | CAP |
| | 8112 | SPANC |
| | 9011 | Développement économique |
| | 9012 | ZAE la Coudraie |
| | 9013 | ZAE La Rougeolais |
| | 9014 | ZAE Moulin Madame |
| | 9015 | ZAE Morandais |
| | 9016 | ZAE La Gare |
| | 9017 | ZAE Dingé |
| | 9018 | ZAE Cuguen |
| | 9019 | ZAE Les Bregeons |
| 9020 | ZAE Moulin Madame II | |
| 9021 | Ateliers Relais | |
| 9022 | Bâtiment blanc | |
| 9023 | SBV Linon | |
| 9024 | Maison du canal | |
| 9025 | ZAE Bois du Breuil II | |
| 9026 | Bureaux ZA Bois du Breuil | |
| 9027 | ZAE Bois du Breuil | |
| 9028 | ZAE Rolin | |
| 9029 | ZAE du Quilliou | |
| 911 | Budget annexe Eau potable | |
| RF | 01 | Régulation financière |

Des tableaux de bord pour ventiler les coûts des activités « centralisateurs » et « transversaux » vers les activités « productions » ont été élaborés.

Ainsi tous les coûts des centralisateurs et des transversaux sont imputés (selon des ratios de répartition) sur les activités de production : on parle alors de **coûts complets**.

2.3. Le coût complet GO+ pour l'activité ADS pour l'exercice 2020

Ce coût est un indicateur qui peut être utilisé pour la fixation du tarif de facturation du service ADS.

Comptabilité Analytique
Bretagne Romantique - Communauté de communes
Budget Principal (mode fermé) - 2020
[Coûts de revient](#)

Activité: ADS

Unité d'oeuvre: Equivalent permis de construire

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Dépenses externes | 24 147,08 |
| Locations immobilières | 12 599,96 |
| Documentation générale et technique | 2 949,05 |
| Versements à des organismes de formation | 6 677,07 |
| Autre personnel extérieur | 121,00 |
| Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles | 1 800,00 |
| Dépenses internes | 217 489,72 |
| Agent | |
| Dépenses de personnel | 180 156,55 |
| Centralisation | |
| Dépenses centralisées photocopieurs | 2 063,25 |
| Dépenses centralisées affranchissement | 2 868,77 |
| Dépenses centralisées bâtiment siège | 95,66 |
| Transversale | |
| Dépenses transversales assistance informatique | 1 146,15 |
| Dépenses transversales élus | 7 292,41 |
| Dépenses transversales direction générale | 6 849,68 |
| Dépenses transversales affaires juridiques | 1 214,39 |
| Dépenses transversales SIG | 5 213,95 |
| Dépenses transversales accueil siège | 1 361,16 |
| Dépenses transversales archivage | 315,95 |
| Dépenses transversales personnel | 7 191,33 |
| Dépenses transversales finances | 1 720,47 |
| TOTAL DÉPENSES | 241 636,80 |

Sont **surlignés en jaune** les postes de coûts qui ont été retenus en 2020 pour fixer la tarification ADS des prestations 2019.

Le bilan d'activités de l'exercice 2020 du service ADS est :

Le service ADS a instruit **1 300,60 EPC** sur l'année 2020 dont 773,20 EPC pour les communes de la Bretagne romantique et 527,40 EPC pour celles du Pays de Dol et de la baie du Mont Saint Michel. Le coût complet d'un EPC pour 2020 est donc de **185,79 €**.

Evolution et comparaison des coûts :

| | "Coûts complets GO+" | | Facturation au "Coût réel" | |
|-----------------------------------|----------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
| | 2020 | 2019 | 2019 | 2018 |
| Coût total du service ADS | 241 636,80 € | 225 820,63 € | 205 429,27 € | 191 781,72 € |
| Nombre total d'EPC traités | 1 300,60 | 1 230,80 | 1 230,80 | 1 176,20 |
| Coût unitaire EPC | 185,79 € | 183,47 € | 166,91 € | 163,05 € |

- La Communauté de communes Bretagne romantique a décidé par délibération n°2021-05-DELA-72 d'établir à compter de 2021 la facturation en année N+1 (2021) des prestations du service ADS réalisées en année N (2020), sur la base du coût complet défini par l'application analytique GO+ selon les modalités présentées ci-dessus.

En conséquence, il convient de modifier par avenant la convention avec la Communauté de communes Bretagne romantique comme suit :

Voir en annexe le projet d'avenant portant modification des conditions financières.

2.4. La facturation aux communes de l'activité ADS pour l'exercice 2020

Les montants facturés par la Communauté de communes Bretagne romantique à ses communes concernées, au titre de l'exercice 2020, pour les prestations de service ADS sont détaillés comme suit

| COMMUNES | DP | PC | PCM | PCT | CUa | CUb | PA | PAM | PD | EPC | Coût 2020 du service par commune |
|-----------------------|------------|------------|-----------|----------|-----------|------------|----------|----------|----------|---------------|----------------------------------|
| BONNEMAIN | 31 | 16 | 0 | 0 | 0 | 4 | 1 | 0 | 0 | 39,00 | 7 245,81 € |
| CARDROC | 13 | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 17,80 | 3 307,06 € |
| CUGUEN | 10 | 14 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 21,20 | 3 938,75 € |
| DINGE | 35 | 23 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 46,40 | 8 620,66 € |
| HEDE-BAZOUGES | 16 | 14 | 2 | 0 | 0 | 2 | 3 | 0 | 0 | 32,00 | 5 945,28 € |
| LA BAUSSAINE | 29 | 5 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 23,60 | 4 384,64 € |
| LA CHAPELLE | 20 | 4 | 0 | 0 | 0 | 11 | 0 | 0 | 0 | 22,60 | 4 198,85 € |
| LES IFFS | 5 | 6 | 0 | 0 | 10 | 3 | 0 | 0 | 0 | 12,80 | 2 378,11 € |
| LONGAULNAY | 8 | 3 | 1 | 0 | 20 | 4 | 0 | 0 | 0 | 14,80 | 2 749,69 € |
| LOURMAIS | 10 | 9 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 16,20 | 3 009,80 € |
| MEILLAC | 49 | 25 | 1 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 57,40 | 10 664,35 € |
| PLESDER | 24 | 3 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 1 | 20,80 | 3 864,43 € |
| PLEUGUENEUC | 28 | 27 | 4 | 2 | 0 | 6 | 1 | 0 | 2 | 54,20 | 10 069,82 € |
| QUEBRIAC | 24 | 20 | 0 | 0 | 0 | 7 | 1 | 0 | 0 | 40,60 | 7 543,07 € |
| SAINT-BRIEUC-DES-IFFS | 10 | 2 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 9,80 | 1 820,74 € |
| SAINT-DOMINEUC | 52 | 46 | 3 | 0 | 0 | 18 | 2 | 1 | 2 | 96,40 | 17 910,16 € |
| MESNIL-ROC'H | 71 | 60 | 7 | 1 | 0 | 40 | 0 | 2 | 1 | 133,20 | 24 747,23 € |
| SAINT-THUAL | 21 | 12 | 3 | 0 | 0 | 7 | 0 | 0 | 0 | 30,60 | 5 685,17 € |
| TINTENIAC | 27 | 30 | 4 | 0 | 0 | 28 | 1 | 0 | 2 | 69,40 | 12 893,83 € |
| TREMEHEUC | 6 | 6 | 3 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 14,40 | 2 675,38 € |
| TOTAL CCBR | 489 | 334 | 30 | 3 | 30 | 153 | 9 | 4 | 9 | 773,20 | 143 652,83 € |

La facturation de la prestation de service aux communes concernées de la Communauté de communes du Pays de Dol et de la baie du Mont Saint Michel est détaillée ci-après :

| COMMUNES | DP | PC | PCM | PCT | CUa | CUB | PA | PAM | PD | EPC | Coût 2020 du service par commune |
|----------------------------|------------|------------|-----------|----------|-----------|-----------|----------|----------|----------|---------------|----------------------------------|
| BAGUER-MORVAN | 20 | 21 | 1 | 0 | 0 | 2 | 0 | 1 | 0 | 35,40 | 6 576,97 € |
| BAGUER-PICAN | 34 | 30 | 4 | 0 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 56,40 | 10 478,56 € |
| CHERRUEIX | 22 | 21 | 4 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 39,60 | 7 357,28 € |
| DOL | 22 | 48 | 10 | 1 | 0 | 5 | 6 | 0 | 2 | 84,40 | 15 680,68 € |
| EPINIAC | 19 | 11 | 1 | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 2 | 29,80 | 5 536,54 € |
| LA BOUSSAC | 31 | 15 | 0 | 0 | 90 | 10 | 0 | 0 | 1 | 58,60 | 10 887,29 € |
| MONT-DOL | 22 | 9 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 0 | 27,00 | 5 016,33 € |
| PLEINE-FOUGERES | 31 | 10 | 0 | 1 | 0 | 7 | 0 | 0 | 2 | 35,00 | 6 502,65 € |
| ROZ LANDRIEUX | 20 | 8 | 0 | 1 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 23,20 | 4 310,33 € |
| ROZ-SUR-COUESNON | 9 | 9 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 17,40 | 3 232,75 € |
| LE VIVIER SUR MER | 27 | 10 | 1 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 1 | 30,80 | 5 722,33 € |
| SAINS | 13 | 4 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 13,00 | 2 415,27 € |
| SAINT-BROLADRE | 16 | 13 | 0 | 0 | 0 | 9 | 0 | 0 | 0 | 28,00 | 5 202,12 € |
| SAINT-GEORGES-DE-GREHAIGNE | 10 | 4 | 1 | 0 | 0 | 3 | 0 | 1 | 0 | 13,00 | 2 415,27 € |
| SAINT-MARCAN | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 5,40 | 1 003,27 € |
| SOUGEAL | 19 | 6 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 19,80 | 3 678,64 € |
| TRANS-LA-FORET | 3 | 5 | 0 | 0 | 0 | 3 | 1 | 0 | 0 | 10,60 | 1 969,37 € |
| TOTAL CCDOL | 320 | 226 | 24 | 3 | 90 | 87 | 7 | 2 | 9 | 527,40 | 97 985,65 € |

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, de :

- **APPROUVER** l'avenant, ci annexé, modifiant l'article 1 « Conditions financières » du titre III « Dispositions générales » de la convention signée avec la Communauté de communes Bretagne romantique relative au service commun pour l'instruction des demandes d'autorisation en matière d'urbanisme de la manière suivante :
- **AUTORISER Monsieur le Maire** à signer l'avenant à la convention et tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

2021-44 - Vœu sur la santé au travail

M. le Maire expose ce point au Conseil Municipal.

Dès octobre 2021, le CDG 35 ne pourra plus réunir assez de médecins pour siéger dans les Commissions de Réforme qui statuent sur les dossiers médicaux des agents. Les conséquences humaines et financières seront importantes pour les personnes et les collectivités employeuses.

Beaucoup de Maires ont exprimé leur soutien aux initiatives du CDG 35 pour faire bouger les lignes afin d'apporter des solutions à court ou moyen terme. Certains ont suggéré de rédiger un vœu pour le soutenir et le transmettre aux autorités compétentes.

Il vous est donc proposé d'adopter ce vœu qui sollicite :

Pour les instances médicales :

- un allègement du nombre de membres présents et notamment de médecins pour les Commissions de Réforme.
- une revalorisation et une harmonisation des indemnités pour les médecins qui siègent dans les Commissions de Réforme des 3 fonctions publiques.
- une action de communication d'envergure menée par l'Etat auprès des médecins généralistes pour les inviter à siéger au sein des instances médicales.

- pour les expertises, des actions de communication et de formation des praticiens en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé et les Ordre départementaux des médecins.

Pour la médecine de prévention :

- une adaptation du statut des infirmières de santé au travail pour qu'elles puissent réaliser les visites d'embauche, comme dans le secteur privé.
- permettre aux médecins qui exercent déjà et qui souhaitent se reconvertir ou diversifier leurs activités d'exercer dans la prévention en facilitant le mode d'accès à cette spécialité.
- une revalorisation de la grille salariale des médecins en santé au travail pour être plus en phase avec l'état du marché.
- rendre obligatoire un stage de 6 mois pour les internes en médecine dans un service de santé au travail.

Après en avoir délibéré le conseil municipal décide d'adopter ce vœu à l'unanimité.

2021-45 - Lancement d'une procédure d'aliénation d'un chemin rural à La Retardais - dossier 1-2021

Considérant qu'il n'a plus d'utilité publique pour la commune, Monsieur le Maire propose aux élus de mettre en vente le chemin rural à La Retardais, bordant les parcelles B608, B609, B296 et B293.

Le Conseil Municipal doit, préalablement à la vente d'un chemin rural, mettre en demeure les propriétaires riverains de l'acquérir. A dater de la réception du courrier, les propriétaires riverains ont un mois pour manifester par écrit leur volonté d'acquisition. Passé ce délai, le chemin est attribué aux propriétaires riverains qui souhaitent l'acheter, sous réserve du résultat de l'enquête publique (Code Rural, art. L.161-10).

Chaque riverain a un droit de priorité pour acquérir la partie du chemin attenant à sa propriété. Ainsi, si le chemin passe entre deux propriétés, chaque riverain pourra prétendre acquérir en priorité la moitié de la surface du chemin, du côté où il borde sa propriété, sur toute la longueur de sa clôture (Journal Officiel Assemblée Nationale, 8 mai 2012, question n°117111, p.3520 - Journal Officiel Sénat, 10 mai 2012, question n°19915, p.1158).

Tout propriétaire qui possède au moins une parcelle contiguë au chemin rural, alors même que le chemin n'est pas une voie d'accès à sa propriété, est considéré comme propriétaire riverain (Conseil d'État, 20 novembre 2013, commune de Royère-de-Vassivière, n°361986).

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à l'unanimité de :

- **Valider la proposition de Monsieur le Maire et décide de lancer la procédure pour l'aliénation du chemin rural à La Retardais, bordant les parcelles B608, B609, B296 et B293 ;**
- **Préciser qu'un courrier (LRAR) sera envoyé à tous les propriétaires riverains pour les mettre en demeure d'acquérir ce terrain ;**
- **Préciser qu'une enquête publique sera ensuite ouverte en vue de sa cession ;**
- **Préciser que la commune prendra en charge les frais liés à l'enquête publique : frais d'insertion de l'avis d'enquête publique dans les journaux d'annonces légales et frais d'indemnisation du commissaire-enquêteur ;**
- **Préciser que les acquéreurs devront prendre en charge les frais de géomètre et de notaire, auxquels d'ajoute le prix du chemin cédé, pour la passation de l'acte de vente dans un délai d'un an à compter de la délibération après enquête publique du conseil municipal ;**
- **Autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.**

2021-46 - Recensement de la longueur de voirie (DGF)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la Voirie routière,

Considérant la demande de la Préfecture afin de valider la longueur de la voirie communale, cette donnée étant utilisée pour le recensement des données financières pour la préparation de la Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.),

Considérant la nécessité de présenter un recensement actualisé de la voirie communale,

Considérant que le dernier chiffre datant de 2017 indiquait 14 129 ml de voirie communale,

Après avoir intégré les voiries incluses dans le domaine public depuis 2017, il est confirmé que la longueur de la voirie communale est de 14 129 ml à ce jour,

Le Conseil municipal décide, à l'unanimité :

- **D'APPROUVER** le recensement de 14 129 mètres linéaires de voirie communale,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à accomplir toutes les démarches en découlant.

Panneaux de signalisation

Monsieur le Maire présente au conseil municipal, deux modèles de panneaux de signalisation. Le premier, un panneau de limitation 30 qui serait installé au lieu-dit « La Bellenais », et le deuxième est un panneau d'entrée de village qui serait également installé au lieu-dit « La Bellenais » (demandé par une administrée).

Après en avoir débattu, le conseil municipal accepte d'installer les panneaux de limitation de vitesse 30, et refuse les panneaux d'entrée de village car la géolocalisation fonctionne.

Informations diverses

Subvention au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR)

Dans le cadre de l'opération « Implantation d'une citerne d'eau enterrée de 120 m³ », une demande de subvention au titre de la DETR a été transmise auprès de la Préfecture.

Le 11 août 2021, la Préfecture nous a informé, par courrier, que le projet a été retenu et qu'il bénéficiera d'une subvention d'un montant de 14 000 € (au taux de 40,00 % de la dépense subventionnable).

Effacement de réseau « la Garenne »

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que compte tenu des nouvelles constructions au lieu-dit « La garenne », il serait peut-être judicieux de prévoir un effacement de réseau afin d'éviter les problèmes liés à la surcharge des poteaux électrique.

Lourmais : Voiture électrique

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commune de Lourmais souhaiterait participer à l'achat du véhicule de la commune, ce qui permettrait de diviser les coûts d'entretien par deux.

Le conseil municipal donne son accord, une convention devra être rédigée.

Acquisition Tracteur

Compte tenu du manque d'entretien, par la communauté de communes, des chemins communaux, plusieurs communes souhaitent mutualiser l'achat d'un tracteur. Le conseil municipal est d'accord sur le principe.

Poubelles

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que suite aux dégradations des conteneurs à poubelles, au Rocher Mazier, les habitants souhaitent installer un socle en béton. Monsieur le Maire s'est renseigné auprès de la communauté de communes qui serait d'accord si ce dernier respect toutes les caractéristiques techniques. Après en avoir débattu, le conseil municipal accepte de financer le matériel si les habitants sont d'accord afin de réaliser eux-mêmes les travaux.

Le conseil municipal souhaite également que cette opération soit effectuée aux lieux-dits « La garenne » et « La Bellenais ».

Calendrier d'événement

- 5 octobre 2021 à 20h : Réunion publique PLUi à Tinténiac
- 10 octobre 2021 à 9h : Départ de voitures anciennes
- 10 octobre 2021 à 11h : Maisons fleuries
- 13 octobre 2021 à 20h : Réunion publique PLUi à Bonnemain
- 15 octobre 2021 à 18h : Inauguration de la Mairie
- 23 octobre 2021 : « La Station de Ski »
- 11 novembre 2021 : Repas de la municipalité (ouvert à tous et gratuit pour les plus de 65 ans)

Questions diverses

Néant